

# RAPPORT ANNUEL 2015 FEH

Fonds pour l'Emploi Hospitalier

Une gestion Caisse des Dépôts



---

---

Le rapport annuel se présente comme suit :

**I. LE RAPPORT DE GESTION ..... 2**

Il analyse la situation du régime, les évolutions constatées entre les deux derniers exercices et complète ou détaille les informations relatives à l'activité.

**II. LES COMPTES ANNUELS ..... 18**

**A - Le bilan, le compte de résultat et l'annexe comptable**

Le bilan décrit séparément, à la clôture de l'exercice, les éléments actifs et passifs du fonds et fait apparaître de façon distincte les capitaux propres.

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de paiement. Il fait apparaître par différence l'excédent ou le déficit de l'exercice.

L'annexe comptable complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat, d'une part, en mettant en évidence tout fait pouvant avoir une influence significative sur le jugement des destinataires et, d'autre part, en indiquant toutes les explications nécessaires à une meilleure compréhension du bilan et du compte de résultat.

**B - L'audit des comptes**

En qualité de commissaires aux comptes de la CDC, les cabinets Mazars et PricewaterhouseCoopers audits, effectuent une mission d'audit et de contrôle des comptes du FEH portant sur les comptes annuels ci-dessus mentionnés. A l'issue de leur intervention, ils émettent un rapport d'audit joint au présent document.

**III. LES TEXTES ..... 31**

**Lois - Décrets - Arrêtés - Ordonnance**

Un récapitulatif des textes (seuls les textes avec \* sont joints au rapport)

Loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014

**IV. LE LEXIQUE ..... 44**



|                                                                                                                    |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Présentation générale.....</b>                                                                                  | <b>3</b>  |
| <b>Financement du fonds.....</b>                                                                                   | <b>4</b>  |
| <b>Gestion administrative .....</b>                                                                                | <b>5</b>  |
| <b>Indicateurs.....</b>                                                                                            | <b>6</b>  |
| - Répartition du nombre de collectivités et du nombre d'agents par famille<br>d'employeurs et par prestation ..... | 7         |
| - Répartition par prestation et tranche d'âge du nombre d'agents<br>bénéficiaires selon le statut .....            | 11        |
| - Répartition du nombre d'agents bénéficiaires par statut et par prestation.....                                   | 13        |
| - Répartition du nombre d'agents bénéficiaires par sexe, par statut et par prestation .....                        | 14        |
| - Répartition des agents bénéficiaires par région et par prestation .....                                          | 15        |
| <b>Frais de gestion .....</b>                                                                                      | <b>16</b> |
| <b>Evolution et perspectives.....</b>                                                                              | <b>17</b> |

### **PRESENTATION GENERALE**

En application de l'article 14 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 créant le Fonds pour l'emploi hospitalier (FEH), la Caisse des dépôts en assure la gestion.

Le FEH participe au financement des surcoûts supportés par les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 au titre de la cessation progressive d'activité (CPA), du temps partiel, de certaines formations et aides à la mobilité et du compte épargne temps (CET) qu'ils accordent à leurs personnels (fonctionnaires et non titulaires).

Le FEH assure ainsi la prise en charge :

- des deux tiers des surcoûts dus aux CPA (dispositif abrogé par l'article 54 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010<sup>1</sup>),
- des deux tiers des surcoûts dus aux fonctionnaires et agents non titulaires autorisés à travailler à temps partiel (80% ou 90%),
- des aides à la mobilité accordée aux agents de la fonction publique hospitalière concernés par une opération de réorganisation les conduisant à une mobilité géographique (décret n° 97-626 du 31 mai 1997 abrogé et remplacé par le décret n°2001-353 du 20 avril 2001),
- du solde de l'engagement de servir contracté par des agents effectuant une mobilité (décret n° 98-1064 du 20 novembre 1998),
- du complément d'indemnité payé aux agents de catégorie C bénéficiaires d'un congé de formation professionnelle (instauré en 2001 par l'article 14-I du décret n°90-319 du 5 avril 1990 abrogé et remplacé en 2008 par l'article 31 du décret n°2008-824 du 21 août 2008)
- des droits à congé acquis durant la période de 2002 à 2004 au titre de la réduction du temps de travail et non pris ou portés dans un CET (article 27 de la loi n° 2002-1487 du 20 décembre 2002),
- les protocoles d'accord du 15 janvier 2008 pour les personnels médicaux hospitaliers et du 6 février pour la fonction publique hospitalière permettent d'utiliser les crédits du FEH complétés par les provisions des établissements pour indemniser la moitié des jours épargnés sur les CET jusqu'au 31 décembre 2007 et la totalité des heures supplémentaires restant dues au 31 décembre 2007.

Aux termes de la convention conclue le 17 juin 1996, la Caisse des dépôts adresse au cours du 1<sup>er</sup> trimestre suivant la clôture de chaque exercice un rapport d'activité retraçant les opérations de gestion et les éventuelles évolutions du fonds au ministre en charge de la santé.

---

<sup>1</sup> L'abrogation du dispositif par l'article 54 de la loi n° 2010-1330 a eu pour effet d'empêcher l'admission de nouveaux bénéficiaires de la CPA à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

En revanche, tous les agents admis en CPA avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011 conservent le bénéfice de ce dispositif. Pour les personnels âgés de cinquante-sept ans au cours du mois de décembre 2010, l'entrée effective en CPA a été possible jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2011 inclus.

Le FEH continue donc à rembourser aux établissements concernés les deux tiers des surcoûts financiers qui sont à leur charge jusqu'à l'expiration des droits du dernier bénéficiaire.

### **FINANCEMENT DU FONDS**

- ♦ Le décret n° 2002-160 du 7 février 2002 fixe le taux de contribution des établissements énumérés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 à 1% à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, appliqué sur :
  - les traitements soumis aux retenues pour pension de leurs agents stagiaires et titulaires ;
  - les salaires soumis à retenues pour pension de retraite de leurs agents contractuels de droit public recrutés dans les conditions prévues aux articles 9 et 27, dernier alinéa de la loi du 9 janvier 1986 précitée.

| Période                  | Taux de cotisation | Textes juridiques                     |
|--------------------------|--------------------|---------------------------------------|
| 01/01/1995 au 31/12/1998 | 0,45%              | décret n° 95-86 du 26 janvier 1995    |
| 01/01/1999 au 31/12/1999 | 0,67%              | décret n° 98-1226 du 29 décembre 1998 |
| 01/01/2000 au 31/12/2001 | 0,80%              | décret n° 2000-23 du 12 janvier 2000  |
| Depuis 01/01/2002        | 1%                 | décret n° 2002-160 du 7 février 2002  |

- ♦ **Financement compte épargne temps :**

Le FEH a été alimenté jusqu'en 2008 par les versements des régimes obligatoires d'assurance maladie à hauteur de 746 500 000 €.

Depuis 2009, l'excédent des charges sur le financement est imputé sur les ressources du fonds.

Les prestations versées de 2004 à 2015 s'élèvent à 758 983 556 € dont 60 668 € en 2015 au titre de 2008.

### **GESTION ADMINISTRATIVE**

La gestion du FEH est assurée par l'établissement de Bordeaux de la Direction des retraites et de la solidarité de la Caisse des dépôts. La gestion administrative est réalisée au sein de la Direction de la solidarité et des risques professionnels, service de la solidarité, unité de gestion des fonds de compensation.

Les bénéficiaires sont les établissements publics sanitaires, sociaux et médico-sociaux.

Le fonds FEH prend en charge :

- ↳ les 2/3 des surcoûts versés par les établissements hospitaliers lorsqu'ils accordent aux fonctionnaires et agents non titulaires, des autorisations de travail à temps partiel (80 % ou 90 %),
- ↳ les cessations progressives d'activité accordées jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2011,
- ↳ les congés de formation professionnelle pour les agents de catégorie C,
- ↳ le montant de l'engagement de servir restant dû pour les fonctionnaires, ayant bénéficié d'une formation rémunérée dans le cadre d'une promotion professionnelle et amenés à effectuer une mobilité dans un établissement public, hospitalier,
- ↳ l'indemnité exceptionnelle de mobilité accordée aux fonctionnaires, aux contractuels concernés par une opération de restructuration, agréée par l'agence régionale de santé (ARS) entraînant un changement de lieu de travail,
- ↳ le compte épargne temps pour les collectivités qui n'ont pas encore adressé leur demande de remboursement à la Caisse des dépôts.

Une majorité d'établissements hospitaliers transmettent leur demande de remboursement par EDI (échange de données informatiques).

La gestion financière et la comptabilité du fonds sont assurées, à Bordeaux, par la Direction de l'investissement et de la comptabilité (DIC).

## **INDICATEURS**

Le rapport d'activité du Fonds pour l'emploi hospitalier doit comporter au minimum les éléments d'information ci-après (cf. convention de gestion du 17 juin 1996) :

- nombre d'établissements concernés
- nombre d'agents concernés
- répartition des agents par tranche d'âge
- répartition des agents par sexe
- répartition des agents par région
- nombre d'agents concernés par filière professionnelle (n'étant pas - ou mal - renseigné par les établissements, l'indicateur correspondant n'a pu être retenu).

|                                              | 2014    | 2015    |
|----------------------------------------------|---------|---------|
| Collectivités concernées                     | 2 130   | 2 123   |
| Agents concernés                             | 161 015 | 160 832 |
| Bénéficiaires de la CPA (avant le 2/01/2004) | 6       | 3       |
| Bénéficiaires de la CPA (après le 2/01/2004) | 107     | 54      |
| Bénéficiaires du temps partiel               | 159 563 | 159 561 |
| Congés de formation professionnelle          | 1 213   | 1 126   |
| Engagement de servir                         | 76      | 80      |
| Prime de mobilité                            | 50      | 8       |

**INDICATEURS****Répartition du nombre de collectivités et du nombre d'agents  
par famille d'employeurs et par prestation**

| Famille employeur                                                                                         | Nombre de collectivités concernées | Nombre d'agents concernés |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|
| <b>Centres d'hébergement pour personnes âgées/Maison de retraite</b>                                      |                                    |                           |
| CPA 80%                                                                                                   | 1                                  | 1                         |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 908                                | 7 591                     |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 262                                | 646                       |
| Congés de formation professionnelle                                                                       | 120                                | 155                       |
| Engagement de servir                                                                                      | 1                                  | 1                         |
| Prime de mobilité                                                                                         | 1                                  | 6                         |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | 923                                | 8 400                     |

|                                                                                                           |   |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|----|
| <b>Autres centres d'hébergement pour personnes âgées</b>                                                  |   |    |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 1 | 14 |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 1 | 2  |
| Congés de formation professionnelle                                                                       | 1 | 1  |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | 1 | 17 |

|                                                                                                           |   |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|----|
| <b>Etablissements publics locaux/Ets communaux spécialisés</b>                                            |   |    |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 8 | 68 |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 2 | 4  |
| Congés de formation professionnelle                                                                       | 1 | 1  |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | 8 | 73 |

|                                                                                                           |   |   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---|
| <b>Etablissements publics locaux/Ets intercommunaux non spécialisés/CDC</b>                               |   |   |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 1 | 6 |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 1 | 1 |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | 1 | 7 |



**INDICATEURS****Répartition du nombre de collectivités et du nombre d'agents  
par famille d'employeurs et par prestation**

| Famille employeur                                                                                         | Nombre de collectivités concernées | Nombre d'agents concernés |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|
| <b>Hôpitaux/Centre hospitalier général</b>                                                                |                                    |                           |
| Cessation progressive d'activité                                                                          | 1                                  | 1                         |
| CPA 50%                                                                                                   | 8                                  | 8                         |
| CPA 60%                                                                                                   | 11                                 | 11                        |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 358                                | 63 772                    |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 331                                | 8 018                     |
| Congés de formation professionnelle                                                                       | 156                                | 436                       |
| Engagement de servir                                                                                      | 26                                 | 32                        |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | 358                                | 72 278                    |

|                                                                                                           |    |        |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|--------|
| <b>Hôpitaux/Centre hospitalier régional (dont CHU)</b>                                                    |    |        |
| Cessation progressive d'activité                                                                          | 1  | 2      |
| CPA 50%                                                                                                   | 6  | 9      |
| CPA 60%                                                                                                   | 10 | 19     |
| CPA 80%                                                                                                   | 1  | 2      |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 63 | 38 863 |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 62 | 4 947  |
| Congés de formation professionnelle                                                                       | 18 | 258    |
| Engagement de servir                                                                                      | 25 | 38     |
| Prime de mobilité                                                                                         | 1  | 1      |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | 64 | 44 139 |

|                                                                                                           |    |       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|-------|
| <b>Hôpitaux/Centre hospitalier spécialisé</b>                                                             |    |       |
| CPA 50%                                                                                                   | 1  | 1     |
| CPA 80%                                                                                                   | 1  | 1     |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 65 | 8 698 |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 61 | 1 217 |
| Congés de formation professionnelle                                                                       | 25 | 64    |
| Engagement de servir                                                                                      | 1  | 1     |
| Prime de mobilité                                                                                         | 1  | 1     |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | 65 | 9 983 |

**INDICATEURS**

**Répartition du nombre de collectivités et du nombre d'agents  
par famille d'employeurs et par prestation**

| Famille employeur                                                                                             | Nombre de<br>collectivités<br>concernées | Nombre<br>d'agents<br>concernés |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------|
| <b>Hôpitaux/Hôpital local</b>                                                                                 |                                          |                                 |
| CPA 80%                                                                                                       | 2                                        | 2                               |
| Temps partiel 80%                                                                                             | 409                                      | 15 220                          |
| Temps partiel 90%                                                                                             | 270                                      | 1 963                           |
| Congés de formation professionnelle                                                                           | 77                                       | 130                             |
| Engagement de servir                                                                                          | 7                                        | 7                               |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés<br/>bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | 409                                      | 17 322                          |

|                                                                                                               |    |       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|-------|
| <b>Autres hôpitaux</b>                                                                                        |    |       |
| CPA 60%                                                                                                       | 1  | 1     |
| Temps partiel 80%                                                                                             | 33 | 2 664 |
| Temps partiel 90%                                                                                             | 23 | 339   |
| Congés de formation professionnelle                                                                           | 11 | 33    |
| Engagement de servir                                                                                          | 1  | 1     |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés<br/>bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | 34 | 3 038 |

|                                                                                                               |     |       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-------|
| <b>Autres établissements de soins/Ets publics à caractère sanitaire et social</b>                             |     |       |
| Temps partiel 80%                                                                                             | 161 | 2 302 |
| Temps partiel 90%                                                                                             | 77  | 242   |
| Congés de formation professionnelle                                                                           | 23  | 32    |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés<br/>bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | 162 | 2 576 |

**INDICATEURS****Répartition du nombre de collectivités et du nombre d'agents  
par famille d'employeurs et par prestation**

| Famille employeur                                                                                                  | Nombre de collectivités concernées | Nombre d'agents concernés |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|
| <b>Autres établissements de soins/Centres de soins avec ou sans hébergement</b>                                    |                                    |                           |
| CPA 60%                                                                                                            | 1                                  | 1                         |
| Temps partiel 80%                                                                                                  | 42                                 | 1 536                     |
| Temps partiel 90%                                                                                                  | 29                                 | 177                       |
| Congés de formation professionnelle                                                                                | 4                                  | 8                         |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i>          | 42                                 | 1 722                     |
| <b>Autres établissements de soins</b>                                                                              |                                    |                           |
| Temps partiel 80%                                                                                                  | 23                                 | 586                       |
| Temps partiel 90%                                                                                                  | 15                                 | 64                        |
| Congés de formation professionnelle                                                                                | 5                                  | 6                         |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i>          | 26                                 | 656                       |
| <b>Département/Conseil Général/Métropole</b>                                                                       |                                    |                           |
| Temps partiel 80%                                                                                                  | 30                                 | 353                       |
| Temps partiel 90%                                                                                                  | 18                                 | 52                        |
| Congés de formation professionnelle                                                                                | 2                                  | 2                         |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i>          | 31                                 | 407                       |
| <b>Total du nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</b> | <b>2 124</b>                       | <b>160 618</b>            |

Remarque : « Le nombre d'agents concernés » de cette page est différent de celui des pages suivantes en raison de la mobilité des agents durant l'exercice.

**INDICATEURS**

Répartition par prestation et tranche d'âge du nombre d'agents bénéficiaires selon le statut

|                                | Contractuel | Titulaire | Total    |
|--------------------------------|-------------|-----------|----------|
| <b>CPA avant le 02/01/2004</b> |             |           |          |
| 60 ans et plus                 | 1           | 2         | 3        |
| <b>Total</b>                   | <b>1</b>    | <b>2</b>  | <b>3</b> |

|                |  |           |           |
|----------------|--|-----------|-----------|
| <b>CPA 50%</b> |  |           |           |
| 60 ans et plus |  | 18        | 18        |
| <b>Total</b>   |  | <b>18</b> | <b>18</b> |

|                |  |           |           |
|----------------|--|-----------|-----------|
| <b>CPA 60%</b> |  |           |           |
| 60 ans et plus |  | 32        | 32        |
| <b>Total</b>   |  | <b>32</b> | <b>32</b> |

|                |          |          |          |
|----------------|----------|----------|----------|
| <b>CPA 80%</b> |          |          |          |
| 60 ans et plus | 1        | 3        | 4        |
| <b>Total</b>   | <b>1</b> | <b>3</b> | <b>4</b> |

|                          |              |                |                |
|--------------------------|--------------|----------------|----------------|
| <b>Temps partiel 80%</b> |              |                |                |
| jusqu'à 29 ans           | 1 021        | 11 377         | 12 398         |
| 30 à 39 ans              | 2 078        | 58 539         | 60 617         |
| 40 à 49 ans              | 782          | 39 047         | 39 829         |
| 50 à 59 ans              | 444          | 25 483         | 25 927         |
| 60 ans et plus           | 184          | 2 937          | 3 121          |
| <b>Total</b>             | <b>4 509</b> | <b>137 383</b> | <b>141 892</b> |

|                          |            |               |               |
|--------------------------|------------|---------------|---------------|
| <b>Temps partiel 90%</b> |            |               |               |
| jusqu'à 29 ans           | 68         | 315           | 383           |
| 30 à 39 ans              | 156        | 3 726         | 3 882         |
| 40 à 49 ans              | 154        | 6 632         | 6 786         |
| 50 à 59 ans              | 99         | 5 810         | 5 909         |
| 60 ans et plus           | 35         | 674           | 709           |
| <b>Total</b>             | <b>512</b> | <b>17 157</b> | <b>17 669</b> |

**INDICATEURS**

Répartition par prestation et tranche d'âge du nombre d'agents bénéficiaires selon le statut

|                                            | Contractuel | Titulaire    | Total        |
|--------------------------------------------|-------------|--------------|--------------|
| <b>Congés de formation professionnelle</b> |             |              |              |
| jusqu'à 29 ans                             | 21          | 92           | <b>113</b>   |
| 30 à 39 ans                                | 24          | 401          | <b>425</b>   |
| 40 à 49 ans                                | 16          | 390          | <b>406</b>   |
| 50 à 59 ans                                | 10          | 168          | <b>178</b>   |
| 60 ans et plus                             |             | 4            | <b>4</b>     |
| <b>Total</b>                               | <b>71</b>   | <b>1 055</b> | <b>1 126</b> |

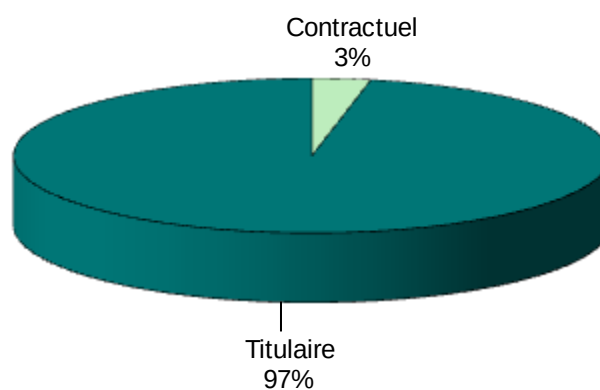
|                             |  |           |           |
|-----------------------------|--|-----------|-----------|
| <b>Engagement de servir</b> |  |           |           |
| jusqu'à 29 ans              |  | 8         | <b>8</b>  |
| 30 à 39 ans                 |  | 50        | <b>50</b> |
| 40 à 49 ans                 |  | 20        | <b>20</b> |
| 50 à 59 ans                 |  | 2         | <b>2</b>  |
| <b>Total</b>                |  | <b>80</b> | <b>80</b> |

|                          |          |          |          |
|--------------------------|----------|----------|----------|
| <b>Prime de mobilité</b> |          |          |          |
| jusqu'à 29 ans           | 1        | 1        | <b>2</b> |
| 30 à 39 ans              |          | 1        | <b>1</b> |
| 40 à 49 ans              |          | 2        | <b>2</b> |
| 50 à 59 ans              |          | 3        | <b>3</b> |
| <b>Total</b>             | <b>1</b> | <b>7</b> | <b>8</b> |

|                      |              |                |                |
|----------------------|--------------|----------------|----------------|
| <b>TOTAL GENERAL</b> | <b>5 095</b> | <b>155 737</b> | <b>160 832</b> |
|----------------------|--------------|----------------|----------------|

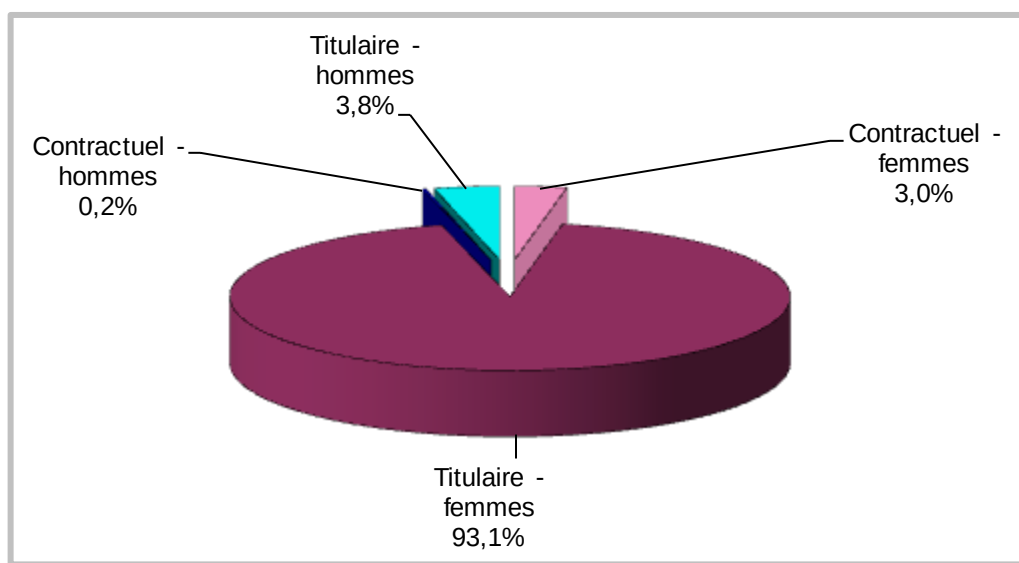
**INDICATEURS****Répartition du nombre d'agents bénéficiaires par statut et par prestation**

| PRESTATIONS                         | Contractuel  | Titulaire      | Total          |
|-------------------------------------|--------------|----------------|----------------|
| CPA avant le 02/01/2004             | 1            | 2              | 3              |
| CPA 50%                             |              | 18             | 18             |
| CPA 60%                             |              | 32             | 32             |
| CPA 80%                             | 1            | 3              | 4              |
| Temps partiel 80%                   | 4 509        | 137 383        | 141 892        |
| Temps partiel 90%                   | 512          | 17 157         | 17 669         |
| Congés de formation professionnelle | 71           | 1 055          | 1 126          |
| Engagement de servir                |              | 80             | 80             |
| Prime de mobilité                   | 1            | 7              | 8              |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>5 095</b> | <b>155 737</b> | <b>160 832</b> |

**Répartition des agents bénéficiaires par statut**

**INDICATEURS****Répartition du nombre d'agents bénéficiaires par sexe, par statut et par prestation**

| PRESTATIONS                         | Féminin        |                | Masculin     |              | TOTAL          |
|-------------------------------------|----------------|----------------|--------------|--------------|----------------|
|                                     | Contractuel    | Titulaire      | Contractuel  | Titulaire    |                |
| CPA avant le 2/01/2004              |                | 1              | 1            | 1            | 3              |
| CPA 50%                             |                | 17             |              | 1            | 18             |
| CPA 60%                             |                | 26             |              | 6            | 32             |
| CPA 80%                             | 1              | 3              |              |              | 4              |
| Temps partiel 80%                   | 4 291          | 132 219        | 218          | 5 164        | 141 892        |
| Temps partiel 90%                   | 476            | 16 554         | 36           | 603          | 17 669         |
| Congés de formation professionnelle | 55             | 790            | 16           | 265          | 1 126          |
| Engagement de servir                |                | 63             |              | 17           | 80             |
| Prime de mobilité                   |                | 5              | 1            | 2            | 8              |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>4 823</b>   | <b>149 678</b> | <b>272</b>   | <b>6 059</b> | <b>160 832</b> |
| <b>TOTAL par sexe</b>               | <b>154 501</b> |                | <b>6 331</b> |              |                |



**INDICATEURS****Répartition des agents bénéficiaires par région et par prestation**

| REGIONS                             | CPA      | C50       | C60       | C80      | T80            | T90           | CFP          | RES       | MOB      | TOTAL          | % par région |
|-------------------------------------|----------|-----------|-----------|----------|----------------|---------------|--------------|-----------|----------|----------------|--------------|
| ALSACE                              |          |           | 1         |          | 5 809          | 368           | 65           | 2         |          | 6 245          | 3,86%        |
| AQUITAINE                           |          |           |           |          | 5 484          | 675           | 70           | 1         |          | 6 230          | 3,85%        |
| AUVERGNE                            |          |           | 3         | 1        | 4 617          | 330           | 43           | 2         |          | 4 996          | 3,09%        |
| BASSE-NORMANDIE                     |          |           | 1         |          | 4 866          | 430           | 42           | 4         |          | 5 343          | 3,30%        |
| BOURGOGNE                           |          |           | 1         |          | 4 647          | 301           | 32           | 4         |          | 4 985          | 3,08%        |
| BRETAGNE                            |          |           | 3         |          | 10 815         | 2 298         | 111          | 1         | 6        | 13 234         | 8,18%        |
| CENTRE                              |          | 3         | 3         |          | 6 981          | 720           | 55           | 3         |          | 7 765          | 4,80%        |
| CHAMPAGNE-<br>ARDENNE               |          |           |           |          | 3 498          | 274           | 27           |           |          | 3 799          | 2,35%        |
| CORSE                               |          |           |           |          | 168            | 10            | 5            |           |          | 183            | 0,11%        |
| FRANCHE-COMTE                       |          |           | 1         |          | 2 977          | 972           | 34           | 1         |          | 3 985          | 2,46%        |
| HAUTE-NORMANDIE                     |          |           |           |          | 5 471          | 273           | 33           | 2         |          | 5 779          | 3,57%        |
| ILE-DE-FRANCE                       | 3        | 1         | 5         | 2        | 13 545         | 1 900         | 88           | 15        |          | 15 559         | 9,61%        |
| LANGUEDOC-<br>ROUSSILLON            |          | 2         |           |          | 5 023          | 389           | 54           | 3         |          | 5 471          | 3,38%        |
| LIMOUSIN                            |          |           |           |          | 2 152          | 294           | 39           | 2         |          | 2 487          | 1,54%        |
| LORRAINE                            |          | 1         | 1         |          | 5 877          | 637           | 37           | 1         |          | 6 554          | 4,05%        |
| MIDI-PYRENEES                       |          | 2         | 5         |          | 5 846          | 632           | 45           | 2         |          | 6 532          | 4,04%        |
| NORD-PAS-DE-<br>CALAIS              |          | 1         | 1         |          | 10 960         | 697           | 34           | 4         |          | 11 697         | 7,23%        |
| PAYS DE LA LOIRE                    |          | 2         | 2         |          | 10 748         | 2 249         | 54           | 2         | 1        | 13 058         | 8,07%        |
| PICARDIE                            |          | 1         | 1         |          | 4 766          | 395           | 17           | 2         |          | 5 182          | 3,20%        |
| POITOU-CHARENTES                    |          |           | 3         |          | 5 061          | 794           | 48           | 1         |          | 5 907          | 3,65%        |
| PROVENCE-ALPES-<br>COTE D AZUR      |          | 2         | 2         |          | 8 181          | 1 177         | 69           | 10        |          | 9 441          | 5,83%        |
| RHONE-ALPES                         |          | 3         |           | 1        | 14 844         | 1 933         | 129          | 11        | 1        | 16 922         | 10,46%       |
| GUADELOUPE (DOM)                    |          |           |           |          | 50             | 12            | 2            |           |          | 64             | 0,04%        |
| MARTINIQUE (DOM)                    |          |           |           |          | 31             | 1             |              |           |          | 32             | 0,02%        |
| LA REUNION (DOM)                    |          |           |           |          | 327            | 20            |              |           |          | 347            | 0,21%        |
| MAYOTTE (DOM)                       |          |           |           |          | 8              | 1             |              | 7         |          | 16             | 0,01%        |
| GUYANE (DOM)                        |          |           |           |          | 18             |               |              |           |          | 18             | 0,01%        |
| SAINT MARTIN<br>(col.ter.)          |          |           |           |          | 4              |               |              |           |          | 4              | 0,00%        |
| ST PIERRE ET<br>MIQUELON (col.ter.) |          |           |           |          | 14             | 2             |              |           |          | 16             | 0,01%        |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>3</b> | <b>18</b> | <b>33</b> | <b>4</b> | <b>142 788</b> | <b>17 784</b> | <b>1 133</b> | <b>80</b> | <b>8</b> | <b>161 851</b> | <b>100%</b>  |



### **FRAIS DE GESTION**

Pour assurer la gestion du fonds, la Caisse des dépôts met à disposition ses moyens en personnel, informatique et frais de fonctionnement.

En contrepartie de ces prestations, conformément à l'article 3 de la convention du 17 juin 1996, la Caisse des dépôts au titre de sa gestion facture au prix coûtant, dans la limite d'un plafond fixé à 2,5 % du montant des ressources du fonds (ce plafond est revalorisable par avenant).

Cette rémunération est payable en quatre acomptes trimestriels et égaux, fixés à partir du montant des derniers frais de gestion connus. Le solde est régularisé sur production de la facture définitive.

**EVOLUTION ET PERSPECTIVES**

| EMPLOIS                                       | M€        |              |              |              |              |              |              |              | Prévision    |              |
|-----------------------------------------------|-----------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                                               |           | 2009         | 2010         | 2011         | 2012         | 2013         | 2014         | 2015         | 2016         | 2017         |
| Prestations                                   |           | 168,7        | 173,4        | 176,1        | 182,8        | 189,9        | 181,4        | 176,1        | 174,0        | 171,9        |
| Compte Epargne Temps                          |           | 20,4         | 4,2          | 1,0          | 0,1          | 0,0          | 0,0          | 0,0          | 0,0          | 0,0          |
| Frais de gestion (y compris frais financiers) |           | 1,7          | 1,7          | 1,8          | 1,8          | 1,9          | 1,9          | 1,9          | 1,9          | 2,0          |
| Dotation provisions risq&charges              |           |              |              |              | 0,4          | 0,0          | 0,2          | 0,0          | 0,0          | 0,0          |
| <b>TOTAL EMPLOIS TECHNIQUES</b>               | <b>M€</b> | <b>190,8</b> | <b>179,3</b> | <b>178,8</b> | <b>185,1</b> | <b>191,8</b> | <b>183,5</b> | <b>178,0</b> | <b>175,9</b> | <b>173,9</b> |
| Charges exceptionnelles                       |           | 0,0          | 0,0          | 0,0          | 0,0          | 200,0        | 0,0          | 0,1          | 40,0         | 0,0          |
| <b>TOTAL EMPLOIS</b>                          | <b>M€</b> | <b>190,8</b> | <b>179,3</b> | <b>178,8</b> | <b>185,1</b> | <b>391,8</b> | <b>183,6</b> | <b>178,0</b> | <b>215,9</b> | <b>173,9</b> |

| RESSOURCES                                    | M€        | 2009         | 2010           | 2011         | 2012         | 2013         | 2014         | 2015         | 2016         | 2017         |
|-----------------------------------------------|-----------|--------------|----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Cotisations                                   |           | 205,2        | 207,7          | 213,2        | 220,1        | 225,7        | 227,3        | 231,0        | 236,3        | 242,7        |
| Compte Epargne Temps                          |           | 14,2         | 0,0            | 0,0          | 0,0          | 0,0          | 0,0          | 0,0          | 0,0          | 0,0          |
| <b>TOTAL RESSOURCES TECHNIQUES</b>            | <b>M€</b> | <b>219,4</b> | <b>207,7</b>   | <b>213,2</b> | <b>220,1</b> | <b>225,7</b> | <b>227,3</b> | <b>231,0</b> | <b>236,3</b> | <b>242,7</b> |
| Produits financiers                           |           | 1,8          | 1,5            | 3,5          | 0,7          | 1,0          | 0,2          | 0,3          | 0,28         | 0,28         |
| Produits exceptionnels, reprise de provisions |           | 0,0          | 0,0            | 0,0          | 0,0          | 0,05         | 0,3          | 0,0          | 0,0          | 0,0          |
| <b>TOTAL RESSOURCES</b>                       | <b>M€</b> | <b>221,3</b> | <b>209,236</b> | <b>216,7</b> | <b>220,8</b> | <b>226,8</b> | <b>227,8</b> | <b>231,3</b> | <b>236,5</b> | <b>242,9</b> |

| RESULTATS          | M€ | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013   | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--------------------|----|------|------|------|------|--------|------|------|------|------|
| Résultat technique |    | 28,7 | 28,4 | 34,3 | 35,0 | 33,9   | 43,8 | 53,0 | 60,3 | 68,8 |
| Résultat net       |    | 30,5 | 30,0 | 37,8 | 35,8 | -165,0 | 44,3 | 53,2 | 20,6 | 69,0 |

| RESERVES (fin d'exercice)  | M€ | 2009  | 2010  | 2011    | 2012  | 2013 | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  |
|----------------------------|----|-------|-------|---------|-------|------|-------|-------|-------|-------|
| Réserves en fin d'exercice |    | 129,9 | 159,8 | 197,646 | 233,4 | 68,4 | 112,7 | 165,9 | 186,5 | 255,5 |

|                                                    |    |
|----------------------------------------------------|----|
| <b>Bilan</b> .....                                 | 19 |
| <b>Compte de résultat</b> .....                    | 21 |
| <b>Résultat et réserves</b>                        |    |
| Evolution du résultat et des capitaux propres..... | 23 |
| <b>L'annexe comptable</b>                          |    |
| Principes, règles et méthodes comptables.....      | 24 |
| Notes sur le bilan .....                           | 25 |
| Notes sur le compte de résultat.....               | 27 |
| Affectation du résultat .....                      | 28 |
| Flux de trésorerie .....                           | 29 |
| <b>L'audit des comptes</b> .....                   | 30 |

**BILAN ACTIF**

(en euros)

| A C T I F                                 | EXERCICE 2015      |                                                 |                    | EXERCICE 2014      |
|-------------------------------------------|--------------------|-------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                           | BRUT               | Amortissements et<br>dépréciations à<br>déduire | NET                | NET                |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                    |                    |                                                 |                    |                    |
| <b>Créances et comptes rattachés</b>      | <b>8 209 030</b>   |                                                 | <b>8 209 030</b>   | <b>9 680 103</b>   |
| Collectivités - trop-versés s/prestations | 6 883              |                                                 | 6 883              |                    |
| Collectivités - employeurs défaillants    | 332 293            |                                                 | 332 293            | 425 498            |
| Collectivités - cotisations à recevoir    | 7 869 854          |                                                 | 7 869 854          | 9 254 605          |
| <b>Valeurs mobilières de placement</b>    | <b>221 052 596</b> |                                                 | <b>221 052 596</b> | <b>172 581 999</b> |
| Fonds Communs de placement                | 90 130 277         |                                                 | 90 130 277         | 172 581 999        |
| SICAV monétaire                           | 130 922 319        |                                                 | 130 922 319        |                    |
| <b>Disponibilités</b>                     | <b>719 371</b>     |                                                 | <b>719 371</b>     | <b>2 269 459</b>   |
| Banque                                    | 719 371            |                                                 | 719 371            | 2 269 459          |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                      | <b>229 980 997</b> | <b>0</b>                                        | <b>229 980 997</b> | <b>184 531 561</b> |

**BILAN PASSIF***(en euros)*

| PASSIF                                    | AVANT AFFECTATION DU RESULTAT |                    | APRES AFFECTATION DU RESULTAT |                    |
|-------------------------------------------|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
|                                           | EXERCICE<br>2015              | EXERCICE<br>2014   | EXERCICE<br>2015              | EXERCICE<br>2014   |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                   |                               |                    |                               |                    |
| <b>Report à nouveau</b>                   | <b>112 662 202</b>            | <b>68 408 797</b>  | <b>165 909 032</b>            | <b>112 662 202</b> |
| Report à nouveau                          | 112 662 202                   | 68 408 797         | 165 909 032                   | 112 662 202        |
| <b>Résultat de l'exercice</b>             | <b>53 246 830</b>             | <b>44 253 404</b>  |                               |                    |
| Résultat de l'exercice                    | 53 246 830                    | 44 253 404         |                               |                    |
| <b>TOTAL I</b>                            | <b>165 909 032</b>            | <b>112 662 202</b> | <b>165 909 032</b>            | <b>112 662 202</b> |
| <b>Provisions pour risques et charges</b> | <b>200 000</b>                | <b>200 000</b>     | <b>200 000</b>                | <b>200 000</b>     |
| Provisions s/risque de remboursement      | 200 000                       | 200 000            | 200 000                       | 200 000            |
| <b>Dettes et comptes rattachés</b>        | <b>63 871 965</b>             | <b>71 669 360</b>  | <b>63 871 965</b>             | <b>71 669 360</b>  |
| Cotisations CNRACL à rembourser           | 133 802                       | 147 370            | 133 802                       | 147 370            |
| Collectivités créditrices                 | 857                           | 80                 | 857                           | 80                 |
| Collectivités - prestations à rembourser  |                               | 2 088 641          |                               | 2 088 641          |
| Charges à payer - prestations             | 63 700 000                    | 69 400 000         | 63 700 000                    | 69 400 000         |
| Frais administratifs CDC à payer          | 36 270                        | 31 570             | 36 270                        | 31 570             |
| Frais dépositaires à payer                | 592                           | 850                | 592                           | 850                |
| Excédent de verst à rembourser            | 443                           | 640                | 443                           | 640                |
| Règlements réimputés divers               |                               | 209                |                               | 209                |
| <b>TOTAL II</b>                           | <b>64 071 965</b>             | <b>71 869 360</b>  | <b>64 071 965</b>             | <b>71 869 360</b>  |
|                                           |                               |                    |                               |                    |
| <b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>             | <b>229 980 997</b>            | <b>184 531 561</b> | <b>229 980 997</b>            | <b>184 531 561</b> |

**COMPTE DE RESULTAT (en liste)**

(en euros)

|                                                        | 2015               | 2014               |
|--------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>                         |                    |                    |
| <b>Financement principal</b>                           | <b>230 994 807</b> | <b>227 321 628</b> |
| Cotisations - Titulaires                               | 196 011 675        | 169 432 137        |
| Cotisations - Non Titulaires                           | 32 119 781         | 50 657 032         |
| Surcotisations - Aides Soignantes                      | 2 863 351          | 7 232 459          |
| <b>Autres produits techniques</b>                      | <b>141</b>         | <b>4 067</b>       |
| <b>Reprise sur provisions</b>                          |                    | <b>300 000</b>     |
| Reprise s/provisions pour risques ou charges           |                    | 300 000            |
| <b>TOTAL I</b>                                         | <b>230 994 948</b> | <b>227 625 695</b> |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>                          |                    |                    |
| <b>Prestations à caractère social</b>                  | <b>176 073 456</b> | <b>181 440 298</b> |
| Indemnités - Titulaires CPA                            | 3 175              | 1 139              |
| Indemnités - Titulaires CPA 50%                        | -9 656             | 8 443              |
| Indemnités - Titulaires CPA 60%                        | 13 729             | 48 701             |
| Indemnités - Titulaires CPA 80%                        | -5 880             | -2 452             |
| Indemnités - Titulaires T/80                           | 161 922 703        | 167 654 475        |
| Indemnités - Titulaires T/90                           | 5 517 348          | 5 344 022          |
| Indemnités - Non Titulaires CPA                        | 8 534              | -59                |
| Indemnités - Non Titulaires CPA 50%                    | -444               | -6 478             |
| Indemnités - Non Titulaires CPA 60%                    | -88                | -324               |
| Indemnités - Non Titulaires T/80                       | 3 918 931          | 4 094 442          |
| Indemnités - Non Titulaires T/90                       | 126 738            | 135 233            |
| Frais mob ind excep Titulaires TMO                     | 5 676              | 33 443             |
| Frais mob ind excep Non Titulaires CMO                 | 962                | 17 038             |
| Frais mob chang res Titulaires TFR                     | -12                | -27                |
| Frais mob chang res Non Titulaires TFR                 | -44                | -98                |
| Rembt engagement de service - Titulaires               | 3 368 780          | 2 740 219          |
| Rembt congés form prof Titulaires                      | 1 109 627          | 1 246 563          |
| Rembt congés form prof Non Titulaires                  | 93 378             | 126 016            |
| <b>Autres charges techniques</b>                       | <b>101</b>         | <b>1 842</b>       |
| <b>Frais de gestion</b>                                | <b>1 915 546</b>   | <b>1 877 806</b>   |
| Frais administratifs CDC                               | 1 912 000          | 1 875 730          |
| Autres frais de gestion                                | 3 546              | 2 076              |
| <b>Dotation aux provisions pour risques et charges</b> |                    | <b>200 000</b>     |
| Dotation aux provisions s/risque de remboursement      |                    | 200 000            |
| <b>TOTAL II</b>                                        | <b>177 989 103</b> | <b>183 519 946</b> |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>                | <b>53 005 845</b>  | <b>44 105 750</b>  |

**COMPTE DE RESULTAT (en liste)**

(en euros)

|                                                   | 2015               | 2014               |
|---------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| <b>PRODUITS FINANCIERS</b>                        |                    |                    |
| Plus value des FCP                                | 290 196            | 196 169            |
| Plus value des SICAV                              | 11 403             | 0                  |
| Autres produits financiers                        | 54                 |                    |
| <b>TOTAL III</b>                                  | <b>301 654</b>     | <b>196 169</b>     |
| <b>CHARGES FINANCIERES</b>                        | <b>0</b>           | <b>0</b>           |
| <b>TOTAL IV</b>                                   | <b>0</b>           | <b>0</b>           |
| <b>RESULTAT FINANCIER ( III - IV )</b>            | <b>301 654</b>     | <b>196 169</b>     |
| <b>RESULTAT COURANT ( I - II ) + ( III - IV )</b> | <b>53 307 498</b>  | <b>44 301 919</b>  |
| <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>                     |                    |                    |
| <b>TOTAL V</b>                                    | <b>0</b>           | <b>0</b>           |
| <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>                    |                    |                    |
| Charges exceptionnelles / Compte Epargne Temps    | 60 668             | 48 515             |
| <b>TOTAL VI</b>                                   | <b>60 668</b>      | <b>48 515</b>      |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL ( V - VI )</b>           | <b>-60 668</b>     | <b>-48 515</b>     |
| <b>TOTAL DES PRODUITS ( I + III + V )</b>         | <b>231 296 602</b> | <b>227 821 865</b> |
| <b>TOTAL DES CHARGES ( II + IV + VI )</b>         | <b>178 049 771</b> | <b>183 568 461</b> |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>                     | <b>53 246 830</b>  | <b>44 253 404</b>  |

**RESULTAT ET RESERVES****EVOLUTION DU RESULTAT ET DES CAPITAUX PROPRES***(en euros)*

|                               | 2011               | 2012               | 2013              | 2014               | 2015               |
|-------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| <b>REPORT A NOUVEAU</b>       | 159 822 659        | 197 645 593        | 233 399 722       | 68 408 797         | 112 662 202        |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b> | 37 822 934         | 35 754 129         | -164 990 924      | 44 253 404         | 53 246 830         |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>       | <b>197 645 593</b> | <b>233 399 722</b> | <b>68 408 797</b> | <b>112 662 202</b> | <b>165 909 032</b> |

Le résultat déficitaire 2013 est dû au prélèvement de 200 M€ sur les réserves effectué au profit de la CNRACL.



## L'ANNEXE COMPTABLE

---

### **PRINCIPES, FAITS CARACTERISTIQUES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

#### **I - Principes comptables**

Le Fonds pour l'emploi hospitalier se conforme aux dispositions du plan comptable général 1999, pour la tenue de sa comptabilité.

La nomenclature des comptes a été adaptée pour tenir compte de ses spécificités.

La comptabilisation des opérations effectuées par le FEH est faite en application du principe du droit constaté, l'enregistrement des opérations en comptabilité étant effectué dès la naissance du droit qui la sous-tend encore appelé fait générateur.

#### **II - Règles et méthodes attachées à certains postes**

##### **- Cotisations**

Les produits de cotisations sont enregistrés à partir des déclarations de cotisations (DC) annuelles reçues des employeurs en année N+1.

Depuis le 1er janvier 2011, les cotisations sont recouvrées mensuellement ou trimestriellement sur le compte bancaire du fonds. Elles sont payables pour le 5 du mois M+1.

##### **- Compte épargne temps**

Les opérations relatives au compte épargne temps sont enregistrées en opérations exceptionnelles.

##### **- Frais administratifs CDC**

La Caisse des dépôts, en tant que gestionnaire, met à la disposition du FEH des moyens en personnel, informatique, et frais de fonctionnement. En contrepartie de ses prestations, la CDC perçoit une rémunération représentant le montant des frais engagés pour la gestion du Fonds.

Cette rémunération est payable en quatre acomptes trimestriels fixés à partir des derniers frais connus ; le solde ou reliquat, déterminé après l'arrêté des comptes de la Caisse des dépôts, est imputé sur l'exercice suivant.

##### **- Charges à payer sur prestations**

Le calcul des charges à payer est réalisé à partir de la méthode statistique dite « Chain Ladder ».

**L'ANNEXE COMPTABLE****NOTES SUR LE BILAN****ACTIF**

Il est composé à 96 % par les valeurs mobilières de placement et par les disponibilités.

Collectivités – Employeurs défaillants :

Le montant de 0,3 M€ correspond à des créances sur des employeurs ayant des difficultés financières.

Collectivités – cotisations à recevoir

Les produits à recevoir, pour un montant de 7,9 M€, correspondent aux cotisations dues par les employeurs, principalement pour le mois de décembre 2015 pour les collectivités à périodicité mensuelle, ou du dernier trimestre pour celles à périodicité trimestrielle.

Valeurs mobilières de placement**EVOLUTION DU PORTEFEUILLE***(en euros)*

| Intitulés       | Situation au 31/12/2014 |                    | 2015               |                    | Situation au 31/12/2015 |                    |
|-----------------|-------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|--------------------|
|                 | Quantité                | Montant            | Montant des achats | Montant des ventes | Quantité                | Montant            |
| <b>FCP</b>      |                         |                    |                    |                    |                         |                    |
| BNP CASH INVEST | 576                     | 32 964 266         |                    | 32 964 266         |                         |                    |
| UNION CASH      | 183                     | 93 092 564         | 16 894 603         | 19 856 890         | 177                     | 90 130 277         |
| LBPAM           | 4 259                   | 46 525 168         | 7 167 559          | 53 692 727         |                         |                    |
| <b>SICAV</b>    |                         |                    |                    |                    |                         |                    |
| BNP MONEY 3M    |                         |                    | 153 376 798        | 22 454 479         | 5 626                   | 130 922 319        |
| <b>TOTAL</b>    | <b>5 018</b>            | <b>172 581 999</b> | <b>177 438 960</b> | <b>128 968 363</b> | <b>5 803</b>            | <b>221 052 596</b> |

Les actifs financiers sont enregistrés sous la rubrique "Valeurs mobilières de placement". Les entrées des OPCVM sont comptabilisées au prix d'acquisition, les sorties en coût moyen pondéré.

**PORTEFEUILLE VALORISE AU 31 DECEMBRE 2015***(en euros)*

| Intitulés    | Code Valeur  | VALEUR BILAN Stocks | VALEUR BOURSIERE   | PLUS OU MOINS VALUES LATENTES |
|--------------|--------------|---------------------|--------------------|-------------------------------|
| <b>FCP</b>   |              |                     |                    |                               |
| UNION CASH   | FR0000979825 | 90 130 277          | 90 683 556         | 553 279                       |
| <b>SICAV</b> |              |                     |                    |                               |
| BNP MONEY 3M | FR0000287716 | 130 922 319         | 131 015 422        | 93 103                        |
| <b>TOTAL</b> |              | <b>221 052 596</b>  | <b>221 698 978</b> | <b>646 382</b>                |

Ces placements ne dégagent pas de moins-value latente, aucune dépréciation n'est constatée à la clôture des comptes.

**L'ANNEXE COMPTABLE****PASSIF****Capitaux propres**

Après affectation du résultat excédentaire de 53 M€, le report à nouveau sera de 166 M€, soit près du total 72% du bilan.

**Provision pour risques et charges**

Une provision pour risque de 0,2 M€ est enregistrée pour couvrir le risque de remboursement de cotisations aux employeurs :

- pour les règlements reçus par erreur ou qui sont supérieurs aux montants déclarés
- ou en l'absence de déclaration.

**Charges à payer**

| <i>(en euros)</i>                                     |                   |                   |
|-------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>CHARGES A PAYER SUR PRESTATIONS</b>                | <b>2015</b>       | <b>2014</b>       |
| <b>ESTIMATION</b>                                     | <b>58 150 000</b> | <b>63 300 000</b> |
| Prestations - Titulaires                              | 56 777 660        | 61 818 780        |
| Prestations - Non Titulaires                          | 1 372 340         | 1 481 220         |
| <b>REGULARISATION</b>                                 | <b>5 550 000</b>  | <b>6 100 000</b>  |
| Régl sur estimation s/ex. antérieurs - Titulaires     | 5 426 436         | 5 985 637         |
| Régl sur estimation s/ex. antérieurs - Non Titulaires | 123 564           | 114 363           |
| <b>TOTAL</b>                                          | <b>63 700 000</b> | <b>69 400 000</b> |

Le montant des charges à payer, qui s'élève à 63,7 M€ au 31 décembre, correspond à l'estimation de la charge restant due au titre des exercices 2008 à 2015.

La charge totale 2015 a été évaluée à partir des paiements effectués dans l'année 2015. Un pourcentage d'évolution, calculé par rapport aux paiements 2014, a été appliqué sur les paiements restant à venir, par année de référence.

## L'ANNEXE COMPTABLE

---

### **NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

Le résultat excédentaire de l'exercice s'explique par un montant de financement supérieur aux besoins actuels du fonds. Sa progression de 9M€ par rapport à 2014 s'explique à la fois par l'augmentation du financement et la baisse des prestations remboursées.

### **RESULTAT D'EXPLOITATION**

#### Financement – cotisations

Les montants des cotisations sont enregistrés en produits à partir des déclarations de cotisations annuelles (DC) des employeurs.

A la date d'arrêté des comptes, la réception et le traitement de DC sont toujours en cours. En conséquence, afin de pouvoir déterminer au 31 décembre 2015 les produits relatifs au FEH, une méthode basée sur les encaissements reçus à la date de clôture des comptes et sur l'estimation des cotisations à recevoir est retenue.

Les cotisations enregistrées au titre de 2015 et des exercices antérieurs comprennent :

- les cotisations reçues durant l'exercice
- les cotisations à recevoir :
  - o cotisations dont le versement est intervenu du 01/01/2016 à mi-janvier 2016
  - o montant estimé des cotisations à recevoir après cette date.
- les montants dus par les employeurs ayant constaté des difficultés financières.

Au 31 décembre 2015, le montant des cotisations s'établit à 231 M€ au titre de 2015 et des années antérieures.

#### Prestations à caractère social

Les prestations au titre de l'exercice 2015 s'élèvent à 176 M€ dont 63,7 M€ représentent le montant estimé des charges restant à payer au 31 décembre au titre de 2015 et des années antérieures. (*Voir § Charges à payer*).

La diminution des prestations provient essentiellement des remboursements auprès des collectivités pour les agents travaillant à temps partiel à 80 % dont le nombre passe de 142 736 en 2014 à 141 892 en 2015.

#### Frais de gestion

Le montant de la facture des frais administratifs remboursables à la CDC de 1 915 546 € augmente de 2 % par rapport à 2014. Le montant total des frais de gestion représente 1,1 % du montant des prestations versées.

## **L'ANNEXE COMPTABLE**

---

### **RESULTAT FINANCIER**

Le résultat financier est constitué des plus values de cessions des Fonds Communs de Placement et des SICAV monétaires. Il s'établit à 0,3 M€ contre 0,2 M€ en 2014 .

### **RESULTAT EXCEPTIONNEL**

Le FEH continue de rembourser au titre du compte épargne temps un montant correspondant principalement à l'indemnisation des jours épargnés et au financement des heures supplémentaires suite aux décrets 454 et 456 du 14 mai 2008.

Les paiements effectués en 2015 au titre du compte épargne temps s'élèvent à 60 668€.

### **AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE**

Le résultat excédentaire de l'exercice 2015, soit 53,2 M€, sera affecté au compte de report à nouveau.

**L'ANNEXE COMPTABLE****FLUX DE TRESORERIE**

(en euros)

|                                                                                               | 2015              | 2014              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b><u>RESULTAT NET</u></b>                                                                    | <b>53 246 830</b> | <b>44 253 404</b> |
| Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité |                   |                   |
| * Amortissements et provisions                                                                | 0                 | -100 000          |
| <b><u>Capacité d'autofinancement</u></b>                                                      | <b>53 246 830</b> | <b>44 153 404</b> |
| <b><u>Autofinancement</u></b>                                                                 | <b>53 246 830</b> | <b>44 153 404</b> |
| Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :                                  |                   |                   |
| Variation des cotisants et comptes rattachés                                                  | 1 471 073         | 1 673 950         |
| Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés                                        | -7 797 395        | -885 874          |
| <b><u>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</u></b>                      | <b>-6 326 322</b> | <b>788 076</b>    |
| <b><u>Flux de trésorerie généré par l'activité</u></b>                                        | <b>46 920 509</b> | <b>44 941 480</b> |
| <b>Trésorerie d'ouverture</b> (banque + OPCVM)                                                | 174 851 458       | 129 909 978       |
| <b>Trésorerie de clôture</b> (banque + OPCVM)                                                 | 221 771 967       | 174 851 458       |
| <b>Variation de trésorerie</b>                                                                | <b>46 920 509</b> | <b>44 941 480</b> |

La variation positive de trésorerie s'explique essentiellement par le résultat de 53M€ de l'exercice généré par un financement supérieur aux prestations annuelles.

## L'AUDIT DES COMPTES

### **PricewaterhouseCoopers Audit**

63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

### **Mazars**

61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

### **Rapport d'audit des commissaires aux comptes de la Caisse des Dépôts et Consignations sur les comptes individuels de la FEH**

**(Exercice clos le 31 décembre 2015)**

A la Direction des Retraites et de la Solidarité

**FEH**

5, rue du Vergne  
33059 Bordeaux

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de La Caisse des Dépôts et Consignations et en réponse à votre demande dans le cadre de l'audit des fonds dont la Caisse des Dépôts et Consignations assure la gestion, nous avons effectué un audit des comptes individuels du FEH, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces Comptes ont été établis sous la responsabilité de la Caisse des Dépôts et Consignations. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer notre conclusion sur ces Comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues, et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

A notre avis, les comptes présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, et au regard des règles et principes comptables français, le patrimoine et la situation financière du FEH au 31 décembre 2015, ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice écoulé.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 27 mai 2016

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Frédéric Trouillard-Mignen

MAZARS



Pascal Parant

**LES TEXTES****RECAPITULATIF DES TEXTES****Sur le fonctionnement du FEH**

- \* Loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 (article 14) : création du FEH.
- Loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 (article 16) : prélèvement sur le FEH des sommes nécessaires pour le financement du congé de fin d'activité (CFA) pour les agents relevant du secteur hospitalier.
- Décret n° 95-245 du 1<sup>er</sup> mars 1995 fixant les conditions de fonctionnement du fonds.
- Décret n° 95-86 du 26 janvier 1995 fixant le taux de la contribution due par les établissements énumérés à l'article 2 de la loi n° 86-93 du 9 janvier 1986 au financement du fonds.
- Circulaire DH/FH3/AF/N du 15 juin 1995 définissant le champ d'application et les règles de fonctionnement du fonds et précise les dispositions budgétaires et comptables.
- Décret n° 98-1226 du 29 décembre 1998 fixant le taux de la contribution due au fonds pour l'emploi hospitalier.
- Décret 2000-23 du 12 janvier 2000 fixant le taux de la contribution due au fonds pour l'emploi hospitalier par les établissements énumérés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986.
- \* Décret n° 2002-160 du 7 février 2002 : fixe le taux de contribution à 1 % par les établissements énumérés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986.
- Ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 à l'article 60 : aide à la mobilité et à l'adaptation à l'emploi pour les praticiens hospitaliers ; pour couvrir les dépenses le taux de la contribution est fixé par décret à la charge des établissements hospitaliers.

**Sur la cessation progressive d'activité**

- \* Loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 (article 54) portant réforme des retraites et abrogeant le dispositif de cessation progressive d'activité.
- Ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité abrogée par la loi n° 2010-1330.

**Sur la mobilité (MOB)**

- Décret n° 97-614 du 28 mai 1997 fixe les dispositions relatives aux aides à la mobilité professionnelle et à l'adaptation à l'emploi pour les praticiens hospitaliers (arrêté de mise en application jamais pris).
- Décret n° 97-626 du 31 mai 1997 : l'indemnité exceptionnelle d'aide à la mobilité pour les agents fonctionnaires, stagiaires et contractuels en fonction dans un établissement mentionné à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 abrogé par l'article 7 du décret n°2001-353 du 20 avril 2001.
- Décret n° 98-1221 du 29 décembre 1998 (article 2) mission confiée au FEH concernant le remboursement de l'indemnité exceptionnelle d'aide à la mobilité.
- \* Décret n° 2001-353 du 20 avril 2001 abroge le décret n°97-626 du 31 mai 1997: conditions d'attribution de l'indemnité exceptionnelle d'aide à la mobilité.
- \* Arrêté du 20 avril 2001 : fixe les montants de l'indemnité exceptionnelle d'aide à la mobilité.



### LES TEXTES

#### RECAPITULATIF DES TEXTES

##### **Sur l'engagement de servir (RES)**

Décret n° 98-1064 du 20 novembre 1998 modifiant le décret n° 91-1301 du 19 décembre 1991 : frais de formation d'un agent ayant souscrit un engagement de servir dans la fonction publique hospitalière.

##### **Sur le complément d'indemnité servi aux agents de catégorie C bénéficiaires d'un congé de formation professionnelle (CFP)**

Décret n°90-319 du 05 avril 1990 article 14-I abrogé et remplacé par l'article 31 du décret n°2008-824 du 21 août 2008 : complément d'indemnité payé aux agents de catégorie C bénéficiaires d'un congé de formation professionnelle.

##### **Sur le compte épargne temps (CET)**

- Dispositif 2002-2004

- \* La loi n° 2002-1487 du 20 décembre 2002 art 27 confie au fonds le financement des droits à congé acquis durant la période de 2002 à 2004 au titre de la réduction du temps de travail et non pris ou portés dans un compte épargne-temps.

Le décret n° 2004-73 du 19 janvier 2004 prévoit que les régimes obligatoires d'assurance maladie versent au fonds leur participation au financement des droits à congés acquis au titre de la réduction du temps de travail qui n'ont pu être portés sur un CET en raison de la réalisation progressive des recrutements.

Arrêté du 25 février 2003

Arrêtés du 25 mars 2004

Arrêté du 16 avril 2004 (abrogé)

Arrêté du 15 décembre 2005

} Montants des crédits ouverts pour le compte épargne temps

- Dispositif 2007

Décret n° 2008-454 du 14 mai 2008 relatif aux modalités d'indemnisation des jours accumulés sur le compte épargne-temps des agents de la fonction publique hospitalière.

Décret n° 2008-455 du 14 mai 2008 relatif aux modalités d'indemnisation des jours accumulés sur le compte épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques des établissements publics de santé.

Décret n° 2008-456 du 14 mai 2008 relatif au financement des heures supplémentaires dans la fonction publique hospitalière.

- \* Ces textes sont joints au présent rapport.

**LES TEXTES**

**Loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 relative à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1)**

NOR : FPPX9400040L

Art. 14. - Il est créé, à partir du 1er janvier 1995, un fonds pour l'emploi hospitalier, qui a pour objet de prendre en charge :

1° Les deux tiers de l'indemnité exceptionnelle allouée aux agents qui bénéficient des dispositions de l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 précitée;

2° Les deux tiers de la différence entre la rémunération versée aux agents autorisés à travailler à temps partiel dans une proportion de 80 p. 100 ou 90 p. 100 du temps plein et celle qui résulterait d'une réduction proportionnelle de leur traitement indiciaire.

Le fonds peut également prendre en charge le financement d'aides à la mobilité et d'actions de formation.

Les agents mentionnés ci-dessus sont les fonctionnaires régis par la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée et les agents contractuels visés à l'article 10 de ladite loi.

Ce fonds, dont la gestion est assurée par la Caisse des dépôts et consignations, est alimenté par une contribution à la charge des établissements énumérés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée.

Cette contribution est assise sur le montant des rémunérations soumises à retenues pour pension. Son taux, qui ne peut excéder 0,8 p. 100, est fixé par décret.

Elle est recouvrée dans les mêmes conditions et selon les mêmes règles que les contributions versées par les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

**LES TEXTES**

**Décret n° 2002-160 du 7 février 2002 fixant le taux de la contribution due au fonds pour l'emploi hospitalier par les établissements énumérés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière**

NOR : MESH0220019D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'emploi et de la solidarité,

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 modifiée relative à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique, notamment son article 14, modifié en dernier lieu par l'article 32 de la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002 ;

Vu le décret n° 95-86 du 26 janvier 1995 fixant le taux de la contribution due au fonds pour l'emploi hospitalier par les établissements énumérés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Décète :

**Article 1**

Le taux de la contribution au fonds pour l'emploi hospitalier des établissements énumérés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée est fixé à 1 % à compter du 1er janvier 2002.

**Article 2**

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre délégué à la santé et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

.

**LES TEXTES**

**Loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites (1)**

NOR : MTSX1016256L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,  
Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 2010-617 DC du 9 novembre 2010 ;  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article 54**

I. - L'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif sont abrogées.

II. - Les personnels admis, avant le 1er janvier 2011, au bénéfice de la cessation anticipée d'activité conservent, à titre personnel, ce dispositif.

III. - Les personnels mentionnés au II peuvent, à tout moment et sous réserve d'un délai de prévenance de trois mois, demander à renoncer au bénéfice de la cessation progressive d'activité.

**LES TEXTES**

**Décret n° 2001-353 du 20 avril 2001 instituant une indemnité exceptionnelle de mobilité dans la fonction publique hospitalière**

NOR : MESH0120778D

Version consolidée au 01 mars 2012

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'emploi et de la solidarité,

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 relative à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique, notamment son article 14 ;

Vu la loi n° 97-1164 du 19 décembre 1997 de financement de la sécurité sociale pour 1998 ;

Vu le décret n° 91-155 du 6 février 1991 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 92-566 du 25 juin 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière sur le territoire métropolitain de la France ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière en date du 1er décembre 2000,

**Article 1**

Les fonctionnaires, les agents stagiaires et les agents contractuels régis par le décret du 6 février 1991 susvisé, en fonctions dans un établissement mentionné à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée et concernés par une opération de modernisation entraînant un changement de lieu de travail bénéficient, dans les conditions prévues par le présent décret, d'une indemnité exceptionnelle de mobilité.

Cette indemnité est accordée sans préjudice de l'application des dispositions du décret du 25 juin 1992 susvisé.

Pour l'application du présent décret, ne sont pas regardés comme étant en fonctions les fonctionnaires, les agents stagiaires et les agents contractuels en disponibilité, en congé non rémunéré, en congé parental ou accomplissant le service national.

### **LES TEXTES**

#### **Article 2**

Modifié par Décret n°2012-271 du 27 février 2012 - art. 2

Constituent des opérations de modernisation au sens de l'article 1er ci-dessus :

-les opérations liées à des réorganisations d'établissements sanitaires ou de l'un ou plusieurs de leurs services, approuvées par le directeur général de l'agence régionale de santé, cohérentes avec le schéma régional d'organisation des soins et figurant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens mentionné à l'article L. 6114-1 du code de la santé publique ;

-pour les établissements sociaux ou pour l'un ou plusieurs de leurs services, les opérations liées à des réorganisations agréées par le représentant de l'Etat dans le département.

La décision de financement précise, pour chaque établissement, le ou les services ainsi que, par catégorie professionnelle, le nombre d'agents concernés par l'opération.

#### **Article 3**

Les montants de l'indemnité exceptionnelle de mobilité sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés de la santé et du budget, et tiennent compte :

- du changement ou non de résidence familiale de l'agent ;
- de la distance entre sa résidence familiale et le nouveau lieu d'exercice de l'agent.

#### **Article 4**

L'indemnité exceptionnelle de mobilité est attribuée par l'établissement concerné par une opération de modernisation mentionnée à l'article 2 du présent décret, au plus tard dans le mois suivant l'installation de l'agent dans sa nouvelle résidence administrative ou dans sa nouvelle résidence familiale, ou suivant l'achèvement de l'opération de modernisation, lorsque ladite opération ne conduit pas l'agent concerné à un changement de résidence.

#### **Article 5**

Modifié par Décret n°2012-271 du 27 février 2012 - art. 2

Les montants de l'indemnité exceptionnelle de mobilité ainsi que ceux correspondant, le cas échéant, à la prise en charge des frais de changement de résidence prévus à l'article 24 du décret du 25 juin 1992 susvisé versés aux agents concernés par l'établissement sont remboursés à ce dernier :

-par le fonds d'intervention régional mentionné à l'article L. 1435-8 du code de la santé publique pour les établissements mentionnés aux 1 et 7 du premier alinéa de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée ;

-par le fonds pour l'emploi hospitalier institué par l'article 14 de la loi du 25 juillet 1994 susvisée pour les établissements mentionnés aux 2, 3, 4, 5 et 6 du premier alinéa de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée.

### **Article 6**

Dans tous les textes réglementaires, la référence au décret n° 97-626 du 31 mai 1997 instituant une indemnité exceptionnelle d'aide à la mobilité dans la fonction publique hospitalière est remplacée par la référence au présent décret.

### **Article 7**

Le décret n° 97-626 du 31 mai 1997 instituant une indemnité exceptionnelle d'aide à la mobilité dans la fonction publique hospitalière est abrogé.

### **Article 8**

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre délégué à la santé et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

**LES TEXTES**

**Arrêté du 20 avril 2001 fixant les montants de l'indemnité exceptionnelle de mobilité dans la fonction publique hospitalière**

NOR : MESH0120779A

Version consolidée au 25 avril 2001

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et la ministre de l'emploi et de la solidarité,

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2001-353 du 20 avril 2001 instituant une indemnité exceptionnelle de mobilité dans la fonction publique hospitalière ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière en date du 1er décembre 2000,

Arrêtent :

**Article 1**

Les montants de l'indemnité exceptionnelle de mobilité attribuée en application du décret du 20 avril 2001 susvisé sont fixés ainsi qu'il suit :

a) Pour un agent conduit à changer de résidence familiale, que ce déménagement soit ou non pris en charge au titre des articles 25 et 26 du décret n° 92-566 du 25 juin 1992 :

5 335,72 euros pour un agent avec un ou plusieurs enfants à charge au sens de la législation sur les prestations familiales ;

4 573,47 euros pour un agent sans enfant ;

b) Pour un agent ne changeant pas de résidence familiale, sous réserve qu'il change d'établissement de santé ou de site géographique d'implantation au sein de l'établissement de santé où il travaille :

381,12 euros si la distance entre son domicile et son nouveau lieu de travail est inférieure à 10 km ;

533,57 euros si cette distance est égale ou supérieure à 10 km et inférieure à 20 km ;

762,25 euros si cette distance est égale ou supérieure à 20 km et inférieure à 30 km ;

1 524,49 euros si cette distance est égale ou supérieure à 30 km et inférieure à 40 km ;

3 048,98 euros si cette distance est égale ou supérieure à 40 km.



Le site géographique d'implantation doit être entendu, pour l'Assistance publique-hôpitaux de Paris et les centres hospitaliers universitaires, comme les établissements ou groupes d'établissements mentionnés à l'article R.714-16-29 du code de la santé publique et, pour les autres centres hospitaliers, comme les différents sites géographiques d'implantation de ces établissements de santé.

### **Article 2**

L'arrêté du 31 mai 1997 fixant les montants de l'indemnité exceptionnelle d'aide à la mobilité dans la fonction publique hospitalière est abrogé.

### **Article 3**

Le directeur de l'hospitalisation et de l'organisation des soins et la directrice générale de l'action sociale au ministère de l'emploi et de la solidarité et la directrice du budget au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

**LES TEXTES**

**Décret n° 2008-824 du 21 août 2008 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique hospitalière**

NOR: SJSH0773892D

- CHAPITRE VII : ACTIONS DE FORMATION CHOISIES PAR LES AGENTS EN VUE DE LEUR FORMATION PERSONNELLE

**Article 31**

L'agent qui a obtenu un congé de formation professionnelle perçoit une indemnité mensuelle forfaitaire, pendant une durée n'excédant pas douze mois pour l'ensemble de sa carrière. Cette durée est portée à vingt-quatre mois si la formation est d'une durée de deux ans au moins. Les demandes de prise en charge de l'indemnité sont satisfaites par l'organisme paritaire collecteur agréé dans la limite des crédits disponibles.

L'indemnité mensuelle forfaitaire est égale à 85 % du montant total du traitement brut et de l'indemnité de résidence perçue par l'agent au moment de sa mise en congé. Le montant de cette indemnité ne peut toutefois excéder la somme du traitement et de l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut 650 d'un agent en fonction à Paris. Elle est augmentée du supplément familial.

L'indemnité est versée par l'établissement dont dépend l'agent. L'établissement en est remboursé par l'organisme paritaire collecteur agréé, sous réserve que celui-ci prenne en charge la demande de financement. Le remboursement comprend également le supplément familial et les charges sociales attachées au traitement.

Pour percevoir cette indemnité, l'agent doit en adresser la demande à l'organisme paritaire collecteur agréé. Celui-ci définit les règles relatives à la prise en charge et au règlement des dépenses afférentes aux frais pédagogiques, de transport et d'hébergement occasionnés par le congé de formation professionnelle.

Pour les agents de catégorie C, l'indemnité est complétée pendant une durée n'excédant pas un an d'une somme égale à la différence entre cette indemnité et le montant total de leur salaire brut et de l'indemnité de résidence qu'ils percevaient au moment de leur mise en congé.

Ce complément est versé par l'établissement dont dépend l'agent. Il est pris en charge par le fonds pour l'emploi hospitalier.

**LES TEXTES**

**Loi n° 2002-1487 du 20 décembre 2002**

**Loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 (1)**

NOR : SANX0200141L

**version consolidée au 17 août 2004 - version JO initiale**

**Titre Ier : Orientations et objectifs de la politique de santé et de sécurité sociale.**

**Article 1**

Est approuvé le rapport annexé à la présente loi relatif aux orientations de la politique de santé et de sécurité sociale et aux objectifs qui déterminent les conditions générales de l'équilibre financier de la sécurité sociale pour l'année 2003.

**TITRE IV**

**DISPOSITIONS RELATIVES À L'ASSURANCE MALADIE**

**Article 27**

L'article 14 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 relative à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique est ainsi modifié :

1° Ses dispositions actuelles constituent un I ;

2° A la fin du dernier alinéa, le mot : « article » est remplacé par la mention : « I » ;

3° Il est complété par un II ainsi rédigé :

« II. - Le fonds pour l'emploi hospitalier contribue en outre, dans les conditions fixées par décret, au financement des droits à congés acquis au titre de la réduction du temps de travail non pris ou portés dans un compte épargne temps en raison de la réalisation progressive des recrutements. Ne peuvent être financés à ce titre que les droits acquis en 2002, 2003 et 2004 par les médecins, pharmaciens et odontologistes mentionnés au 1° et au dernier alinéa de l'article L. 6152-1 du code de la santé publique et en 2002 et 2003 par les agents des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et sous réserve que les rémunérations des uns et des autres sont prises en compte pour le calcul des ressources allouées par l'assurance maladie à l'établissement.

« Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale fixe, chaque année, le montant des crédits ouverts à ce titre dans les comptes du fonds.

« Les opérations du fonds réalisées pour l'exercice de cette mission font l'objet d'un suivi distinct en comptabilité.

« Les régimes obligatoires d'assurance maladie alimentent le fonds pour l'exercice de cette mission à la hauteur du montant des crédits ouverts chaque année à ce titre par l'arrêté interministériel mentionné au deuxième alinéa du présent II. La répartition entre les différents régimes est effectuée dans les conditions définies par l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale. »

**LES TEXTES**

**Loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 (1)**

NOR: EFIX1324269L

Version consolidée au 25 décembre 2013

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré,  
L'Assemblée nationale a adopté ;  
Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 2013-682 DC en date du 19 décembre 2013 ;  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**DEUXIÈME PARTIE : DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXERCICE 2013**

**Article 3**

A titre exceptionnel, il est prélevé, au 31 décembre 2013 au plus tard, au profit de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, une somme de 200 millions d'euros sur les réserves, constatées au 31 décembre 2012, du fonds pour l'emploi hospitalier institué par l'[article 14 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994](#) relative à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique. Le recouvrement, le contentieux et les garanties relatifs à ce prélèvement sont régis par les règles applicables en matière de taxes sur les salaires

**LE LEXIQUE**

|        |                                                                         |
|--------|-------------------------------------------------------------------------|
| ATI    | Allocation temporaire d'invalidité                                      |
| ATIACL | Allocation temporaire d'invalidité des agents des collectivités locales |
| CDC    | Caisse des dépôts et consignations                                      |
| CNRACL | Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales       |
| CPA    | Cessation progressive d'activité                                        |
| FCCPA  | Fonds de compensation de la cessation progressive d'activité            |
| FEH    | Fonds pour l'emploi hospitalier                                         |
| OPCVM  | Organismes de placements collectifs en valeurs mobilières               |

Une gestion Caisse des Dépôts



Rue du Vergne - 33059 Bordeaux Cedex  
[retraite-solidarite.caissedesdepots.fr](http://retraite-solidarite.caissedesdepots.fr)  
Tél. : 05 56 11 41 23